

Les renards et les corbeaux

Marie-Claude Loiselle

Numéro 121, printemps 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/5073ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (imprimé)

1923-5097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Loiselle, M.-C. (2005). Les renards et les corbeaux. *24 images*, (121), 3-3.

Les renards et les corbeaux

On a souvent entendu gronder la colère de nombreux artistes à l'égard du cinéma qui, à leurs yeux, engloutit une part trop importante des budgets consacrés à la culture, alors qu'un très grand nombre d'entre eux : danseurs, musiciens, artistes visuels, écrivains, etc., peinent à vivre de leur art qu'ils pratiquent dans des conditions de création précaires. On comprend bien sûr leur colère de voir certains films drainer des sommes d'argent qui se comptent par millions¹ alors que, par exemple, le fonds du CALQ consacré au budget de fonctionnement de 63 théâtres en 2003-2004 ne dépassait pas 15 M\$² et que celui du CAC (donc Québec et Canada confondus) était de 16,8 M\$. Toute comparaison étant boiteuse, il reste qu'à la vue de tels écarts, de savoir que, par le biais d'un organisme public comme Téléfilm Canada, les deux mégaentreprises commerciales que sont *Nouvelle-France* et *Ma vie en cinémascope* ont bénéficié à elles seules de 10 M\$ d'aide de l'État en production a de quoi laisser songeur...

Pourtant, la question n'est pas tant « Y a-t-il trop d'argent investi dans le cinéma ? » que « À qui cet argent va-t-il ? » Certes le cinéma, par le seul fait de sa complexité technique, coûte cher, mais ce qui apparaît le plus scandaleux, c'est qu'autant d'argent destiné soi-disant à la culture soit investi dans des productions qui n'ont rien à voir avec celle-ci. Un film comme *Ma vie en cinémascope*, en tablant sur tout un catalogue de recettes éprouvées, n'a plus rien qui s'apparente à une démarche artistique. Quel choix artistique ou de mise en scène pourrait nous permettre de distinguer ce film de dix autres du même acabit ? À quoi pourrait-on reconnaître dans ce pur produit manufacturé la marque spécifique d'un auteur ? Et pourtant, moins les films témoignent d'une approche singulière (ce qui est quand même le propre de l'art !) et plus ils obtiennent facilement cet argent que l'État est censé réserver au développement des arts et à la culture.

Alors que de telles productions n'ont clairement pour ambition que de se conformer le plus possible au goût des consommateurs de divertissements audiovisuels – dans la mesure où des produits aussi coûteux se doivent de viser un maximum de « rentabilité » –, il n'y a pas si longtemps encore, on nous aurait pourtant taxés d'élitisme de considérer que ces productions usurpent le nom de culture (et l'argent qui lui est destiné). Aujourd'hui, ce sont les gens de l'industrie eux-mêmes qui, devant la croissance de l'industrie cinématographique au cours des dernières années, voient comme un frein à une plus grande expansion encore le fait qu'elle soit associée à la sphère culturelle³. Leur souhait est désormais que leur industrie soit considérée, en tant que moteur économique, au même titre que d'autres industries comme l'aéronautique, l'électronique ou la biopharmaceutique. C'est ce qu'ils ont exprimé en novembre dernier lors du Forum métropolitain de l'industrie cinématographique, dont le but était de réunir les supposés « gens du milieu » du cinéma, bien qu'on constate une fois de plus que les cinéastes, qui n'ont pas été conviés, demeurent la part négligeable de ce nouveau « plan de développement stratégique ». Chaque pas de plus sur la

voie du développement de ce « secteur économique » les confine davantage dans la fonction d'ouvriers qualifiés que l'on engage pour fabriquer des « produits de qualité ». (À quand la certification ISO pour les entreprises du milieu cinématographique ?)

Ainsi, devant les pressions exercées de façon acharnée et musclée par lesdits « gens du milieu », l'État laisse s'étioler ses responsabilités culturelles à l'égard du cinéma, et cela toujours à l'avantage du rendement économique : il y a de l'argent à faire, des emplois à créer et, pour beaucoup de gens, des retombées à empocher. Si les choses sont aussi claires qu'on nous les présente et que dorénavant État et hommes d'affaires s'entendent pour considérer l'industrie cinématographique (et non le cinéma) selon une logique purement économique et commerciale, soit, mais que l'on établisse dès lors une distinction entre « œuvres » et « produits » dont le but premier est le rendement au box-office. Suivant donc la logique des gens du milieu, l'industrie qui engendre de tels produits devrait être soutenue par les mêmes ministères qui subventionnent les industries auxquelles veut se mesurer l'industrie cinématographique : le ministère du Développement économique et régional du Québec et le ministère de l'Industrie du Canada. Il est plus que jamais temps de rompre cet amalgame entre culture et commerce, que les représentants de l'industrie eux-mêmes ne veulent plus perpétuer, et qui fait un tort incalculable à notre cinéma en rendant quasi impraticable le métier de cinéaste pour tous ceux qui ont encore une haute idée de cette pratique artistique et qui aujourd'hui, à l'instar des danseurs, des musiciens, des artistes visuels, des écrivains, des metteurs en scène, *peinent à vivre de leur art qu'ils pratiquent dans des conditions de création précaires...* C'est à tous ces artistes que l'argent alloué à la culture doit être destiné, sans être partagé (de façon inéquitable, il va sans dire !) avec des gens qui ne se soucient pas plus de culture que du développement d'une cinématographie nationale digne de ce nom. Qu'on le comprenne bien : le cinéma n'est pas l'art le plus privilégié au Québec. Dépossédé toujours davantage de ses possibilités d'existence par tous les chantres du *success story* version québécoise, il est, plus que les autres arts (pourtant eux aussi fragiles), celui qui souffre le plus du vent de libéralisme emportant tout ce qui exhale le moindre parfum de profit. Rapaces ou fins renards, en tout cas, ces chantres-là savent très bien séduire les corbeaux de l'État.

Marie-Claude Loisel

1. À eux seuls, les programmes d'aide destinés uniquement à la production de longs métrages québécois ont totalisé, pour l'année 2003-2004, près de 50 M\$ (32 M\$ pour Téléfilm Canada et 14 869 618 \$ pour la SODEC, en plus des deux fonds destinés au cinéma indépendant tourné en français qui représentent à peine plus de 2 M\$) Dans le cas de Téléfilm Canada, le budget consacré à la production de longs métrages québécois a plus que triplé depuis 2000.
2. Des théâtres comme le Quat'Sous ou l'Espace Go ne reçoivent même pas 400 000 \$ du CALQ comme budget de fonctionnement de toute une année et une metteuse en scène de l'importance de Brigitte Haentjens a dû monter l'année dernière *Médie matériau* à l'Usine C avec une quarantaine de milliers de dollars, ce qui représente un budget courant dans le milieu du théâtre.
3. Voir à la page 5 de ce numéro « Les bonzes contre-attaquent ».